



Conseil économique et social

Distr. générale
22 août 2022

Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Commission africaine de statistique
Huitième session

Addis-Abeba, 24-26 octobre 2022
Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Programme de statistiques du genre de la Commission économique pour l'Afrique :
questions statutaires**

Rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme africain sur les statistiques genrées

I. Introduction

1. Depuis la septième réunion de la Commission africaine de statistique, en 2020, les activités portant sur les statistiques genrées dans les États membres ont été confrontées aux difficultés posées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et par les restrictions associées, dont l'arrêt des activités, les perturbations des activités prévues et les pressions budgétaires causées par cette pandémie. Face à ces difficultés, les membres institutionnels du Programme africain sur les statistiques genrées ont entrepris diverses initiatives destinées à aider les organismes nationaux de statistique et autres producteurs de données genrées à innover et à s'adapter rapidement à la situation en ce qui concerne le renforcement des capacités et la formulation des stratégies nécessaires pour innover dans la production et la diffusion des données. On peut citer, par exemple : le premier calendrier commun de formation en ligne des membres institutionnels ; une série de webinaires sur divers sujets thématiques concernant la problématique hommes-femmes ; des supports à la sensibilisation et à la formation, tels que des directives destinées à aider les pays africains à améliorer leur mode d'intégration de la problématique femmes-hommes dans leurs activités statistiques en lien avec la COVID-19 ; d'autres aides techniques et financières.

2. Le présent rapport résume les activités entreprises par les institutions membres du groupe africain sur les statistiques genrées de la Commission africaine de statistique entre octobre 2020 et octobre 2022.

* E/ECA/STATCOM/8/1.



II. Mise en œuvre du Programme africain sur les statistiques genrées

A. Partenariats et coordination à l'échelle régionale

1. Évaluation de la deuxième phase du Programme africain sur les statistiques genrées (2017-2021)

3. Au cours de la période considérée, les institutions du Programme africain sur les statistiques genrées ont dirigé l'évaluation de la deuxième phase de ce programme (2017-2021). L'accent a été mis sur les activités menées par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Banque africaine de développement et les partenaires stratégiques pour renforcer les capacités des organismes nationaux de statistique et de leurs institutions à consolider et à harmoniser les statistiques genrées afin qu'elles puissent être utilisées efficacement dans l'élaboration de politiques et dans la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine.

4. Le rapport d'évaluation de la deuxième phase du Programme africain sur les statistiques genrées donne une vue d'ensemble des réalisations de ce programme et des difficultés rencontrées pendant sa mise en œuvre, tout en formulant des recommandations sur la voie à suivre pour sa prochaine phase. Il aborde notamment le fonctionnement des mécanismes de coordination régissant la mise en œuvre du Programme, dont la coopération et les partenariats interinstitutionnels, le Groupe africain sur les statistiques genrées et ses groupes de base. Entre autres applications, ses résultats ont également servi à éclairer la conception de la troisième phase du Programme.

2. Troisième phase de la stratégie pour le Programme africain sur les statistiques genrées (2022-2026)

5. La stratégie pour la troisième phase du Programme africain sur les statistiques genrées (2022-2026) a été élaborée conjointement par ONU-Femmes, la Banque africaine de développement et la CEA. Cette troisième phase s'appuie sur le plan de mise en œuvre du Programme appliqué au cours des 10 années précédentes, c'est-à-dire les phases I (2012-2016) et II (2017-2021), ainsi que sur les activités en cours et prévues de ses membres institutionnels.

6. Cette initiative donne également une orientation stratégique et définit la marge de manœuvre pour les personnes concernées par le système de données genrées, ce qui leur donne les outils nécessaires au renforcement des institutions, à l'amélioration des mécanismes de coordination, à l'actualisation des lois, à la définition d'affectations budgétaires adéquates, à l'avancement de la recherche, au perfectionnement de la méthodologie, au renforcement des compétences du personnel et à l'enrichissement des sources de données. Le Programme continuera à aider les États membres à renforcer et à intégrer la programmation des statistiques genrées dans leurs pays respectifs. Il s'agit d'un programme régional commun dans lequel les institutions panafricaines et les partenaires de développement apportent une aide technique et financière afin d'éviter les doubles emplois, de créer des synergies entre les différents acteurs, de mieux tirer parti des ressources disponibles et, par conséquent, d'apporter des améliorations notables et durables dans la production, l'utilisation et l'intégration des statistiques genrées en Afrique.

7. Même si des difficultés se sont fait jour lors de la mise en place de partenariats solides au cours de la deuxième phase, les enseignements tirés seront mis à profit pour nouer des partenariats encore plus solides au cours de

la troisième phase. La conception et la mise en œuvre du Programme continueront à être exécutées conformément à la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique. Le Programme répond également à la demande constante d'utilisation de statistiques genrées afin de faire progresser la cause de l'égalité des sexes et du développement.

8. Le document décrivant la troisième phase du Programme définit plusieurs résultats et produits pour l'atteinte de ses objectifs, tels que la coordination et le partenariat à l'échelle régionale, le renforcement des capacités et la recherche, le rapport et la diffusion des statistiques genrées et la sensibilisation (tant au niveau national que régional). Il comprend également un plan d'action et un cadre de suivi et d'évaluation.

3. Pour que chaque femme et chaque fille comptent / Les femmes comptent

9. Les activités d'ONU-Femmes dans le domaine des données et des statistiques genrées se fondent sur le programme « Pour que chaque femme et chaque fille comptent / Les femmes comptent ». Au cours de l'exercice 2020, le projet régional africain « Les femmes comptent » a apporté une aide technique et financière à cinq pays pionniers de la région dans le domaine des statistiques genrées : le Cameroun, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal¹. Une assistance en matière de statistiques genrées a également été fournie à 14 autres pays de la région : Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Malawi, Mozambique, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud et Zimbabwe. Le bureau de pays d'ONU-Femmes en Éthiopie a obtenu une subvention indépendante pour un projet portant sur les statistiques genrées. Le programme « Les femmes comptent », qui est entré dans sa deuxième phase en janvier 2022, s'appuiera sur les initiatives lancées lors de sa première phase, tout en élargissant son aide à davantage de pays. Le travail prévu pour la deuxième phase sera axé sur les trois résultats suivants :

- a) Résultat 1 : Consolider l'environnement favorable à la production et à l'utilisation de statistiques genrées ;
- b) Résultat 2 : Augmenter la production de statistiques genrées ;
- c) Résultat 3 : Améliorer l'accessibilité et l'utilisation des données.

4. Évaluation des statistiques genrées au niveau national

10. Dans le cadre de la première phase du programme « Les femmes comptent », le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (également connu sous le nom de « PARIS21 ») et ONU-Femmes ont instauré un nouveau cadre d'action assorti de directives de mise en œuvre pour évaluer les insuffisances en matière de données et de capacités statistiques, le but étant d'améliorer les statistiques genrées². Le cadre et les directives décrivent un ensemble de méthodes, d'activités et d'outils destinés à aider les pays à évaluer leurs propres insuffisances en matière de capacités et de production actuelle de statistiques genrées dans leur système statistique national.

11. Entre 2020 et 2022, après la réussite d'une première évaluation pilote au Sénégal en 2019/20, le Partenariat a mis à l'essai le cadre d'évaluation et les directives avec les organismes nationaux de statistique en Égypte et au Lesotho (aux côtés de six autres évaluations pilotes au niveau national en Amérique

¹ Le programme « Les femmes comptent » a été initialement déployé dans des pays dits « pionniers ». Sa mise en œuvre a permis d'établir des méthodes pouvant être reproduites, par le biais de l'apprentissage Sud-Sud, dans les pays désireux de renforcer leur travail sur les données et les statistiques genrées.

² Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, *Assessing Data and Statistical Capacity Gaps for Better Gender Statistics: Framework and Implementation Guidelines* (2020).

latine, en Asie et dans le Pacifique, et en Europe et en Asie centrale) pour produire des rapports d'évaluation sur les statistiques genrées.

12. Les enseignements tirés des évaluations pilotes du programme « Les femmes comptent » ont été examinés lors d'une réunion interrégionale en ligne qui s'est tenue en septembre 2021 ainsi que lors des réunions d'automne du Partenariat, en novembre 2021, offrant ainsi aux différents acteurs de l'ensemble des pays pilotes une occasion de mettre en commun leurs expériences. Les informations transversales issues des évaluations nationales ont été compilées en vue de leur publication dans un rapport de synthèse mondial en 2022.

13. En outre, ONU-Femmes a appuyé l'évaluation des systèmes de statistiques genrées par le biais du cadre du Partenariat et d'ONU-Femmes en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire, au Malawi, au Mozambique, au Niger, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Soudan et au Soudan du Sud. Ces études ont été réalisées en étroite collaboration avec les organismes nationaux de statistique correspondants et ont contribué à une meilleure planification, fondée sur des données probantes, et à l'extension des données et des statistiques genrées dans la région.

5. Renforcer la coordination statistique et l'intégration de la problématique femmes-hommes dans les systèmes statistiques nationaux

14. Au cours de la période couverte par le rapport, ONU-Femmes a contribué aux activités de coordination au niveau national, a renforcé les cadres normatifs pour les statistiques genrées et a, pour une large part, institutionnalisé leur mesure et leur utilisation dans plusieurs pays. Au Zimbabwe, une aide a été apportée à l'évaluation, du point de vue du genre, de la Stratégie nationale pour le développement des statistiques II, 2016-2020, ainsi qu'à l'élaboration de directives nationales pour le suivi et l'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et d'un cadre de suivi et d'évaluation pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces mesures ont permis de renforcer l'orientation stratégique générale et la responsabilité des organismes publics en matière de production, de suivi et d'évaluation des données tenant compte de la problématique femmes-hommes.

15. Une aide a également été accordée à l'élaboration d'un plan sectoriel pour les statistiques genrées au Kenya, à l'intégration de la problématique femmes-hommes dans le Plan directeur pour les statistiques de la Tanzanie et dans la Stratégie de développement des statistiques de Zanzibar, en République-Unie de Tanzanie, ainsi qu'au troisième Plan pour le développement des statistiques nationales en Ouganda, qui tient compte de cette problématique. Ces plans serviront à éclairer l'orientation stratégique du secteur pour des périodes quinquennales. En Ouganda, des progrès ont été réalisés dans l'intégration de la statistique dans les plans visant à répondre aux priorités locales et satisfaire aux exigences en matière de données sur les objectifs de développement durable. Ces progrès ont été obtenus grâce à une aide apportée à l'élaboration de plans stratégiques de statistique tenant compte de la problématique femmes-hommes dans le cadre du troisième Plan de développement national de la statistique dans 166 entités (ministères, départements et organismes publics, administrations locales supérieures et organisations de la société civile).

6. Intégration de la problématique femmes-hommes dans la planification statistique nationale

16. Les résultats de l'évaluation du Partenariat permettront de mieux calibrer l'intégration de la problématique femmes-hommes dans la conception des stratégies nationales de développement de la statistique. L'évaluation du programme « Les femmes comptent » en Égypte, au Lesotho et au Sénégal a

permis d'étudier la meilleure manière d'intégrer cette problématique dans le cycle de vie d'une stratégie nationale de développement de la statistique dans les pays africains.

17. En Égypte, l'évaluation pilote a débouché sur un projet de cadre stratégique destiné à orienter les actions entreprises pour intégrer la problématique femmes-hommes dans la prochaine phase de conception des stratégies nationales pour le développement de la statistique. Au Lesotho, le rapport d'évaluation a contribué de façon essentielle à la nouvelle stratégie nationale pour le développement de la statistique, officiellement lancée en 2022. Le Partenariat continue d'appuyer la mise en œuvre des nouvelles initiatives pour les statistiques genrées au Lesotho dans le cadre de la stratégie nationale de développement de la statistique de ce pays, notamment par des opérations visant à mobiliser des ressources, à créer des conditions plus favorables et à améliorer l'aptitude à exploiter et à traiter les données genrées dans l'ensemble du système statistique national. En 2022, le Partenariat a également entrepris un examen à mi-parcours de la stratégie nationale du Sénégal, offrant un aperçu important des progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs et activités stratégiques en matière d'égalité entre les sexes.

18. S'appuyant sur les enseignements tirés de l'évaluation pilote du programme « Les femmes comptent », le Partenariat a élaboré et publié en 2021 une nouvelle version de ses directives pour les stratégies nationales de développement de la statistique³. Cette nouvelle version intègre la problématique femmes-hommes dans tous les domaines et comprend aussi un module spécial sur les statistiques genrées afin de fournir des informations concrètes sur la manière d'appliquer une optique tenant compte de la problématique femmes-hommes tout au long du cycle de vie d'une stratégie nationale de développement de la statistique.

19. Même après la conclusion de la première phase du programme « Les femmes comptent » à la fin de 2021, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle continue d'offrir son aide aux pays d'Afrique tels que la Gambie, Madagascar et le Niger pour l'évaluation et l'intégration des statistiques genrées dans leur stratégie nationale de développement du cycle de vie de la statistique, en collaboration avec ONU-Femmes et avec l'appui d'Affaires mondiales Canada. En 2021, le Partenariat a présenté des idées et des outils sur l'intégration de la problématique femmes-hommes dans le cycle de vie de la stratégie nationale pour le développement de la statistique, dans le cadre de la formation régionale sur cette stratégie et sur l'outil de planification avancée des données⁴.

7. Communauté de pratique sur les données et les statistiques

20. La communauté de pratique d'ONU-Femmes sur les données et statistiques genrées en Afrique de l'Est et en Afrique australe a continué à se réunir tout au long de la période de référence. Des réunions trimestrielles ont été organisées en ligne. La communauté de pratique a pour but de créer un environnement propice à l'apprentissage et à la coordination des données et des statistiques genrées dans la région; elle offre un espace formel pour l'apprentissage Sud-Sud. Des plans visant à établir une communauté de pratique similaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale sont bien avancés.

³ <https://new.nsdsguidelines.paris21.org/>.

⁴ <https://paris21.org/news-center/events/african-union-paris21-regional-nsds-adapt-training>.

8. Ensemble minimum d'indicateurs de genre pour l'Afrique

21. L'initiative « Ensemble minimum d'indicateurs de genre » donne des indications sur la détermination de la priorité à donner à la collecte des différents indicateurs en Afrique, joue un rôle important pour l'élaboration par les pays membres de leur propre ensemble minimum d'indicateurs de genre pour leurs cadres et plans de statistique genrée, et favorise l'harmonisation des initiatives actuellement en cours aux échelons régional et sous-régional sur les indicateurs. Après la ratification de cette initiative par la Commission africaine de statistique en octobre 2020, on a procédé à l'évaluation de l'étendue et de la nature de la production des indicateurs par les États membres dans le cadre de cette initiative. Un retour d'information a été obtenu lors d'un atelier en ligne qui s'est tenu en novembre 2021 et auquel ont participé 142 personnes, dont 117 représentaient leur organisme national de statistique respectif. Des discussions ont eu lieu pour définir la marche à suivre. Une formation sur la production de ces indicateurs et des métadonnées de l'initiative sera dispensée lors d'un atelier régional sur les statistiques genrées qui aura lieu à Nairobi du 22 au 26 septembre 2022, avant la ratification proposée des métadonnées par la Commission africaine de statistique, en octobre 2022.

9. Réseau sur les données genrées

22. En 2021, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle est devenu le secrétariat mondial du Réseau sur les données genrées, en partenariat avec la CEA, Open Data Watch et Data2x. Fondé en 2019, ce réseau vise à rehausser la qualité des données genrées produites, à la lier plus étroitement à la demande, à améliorer l'efficacité de la communication sur ces données et à encourager leur utilisation dans les pays participants. Il compte y parvenir en connectant ses membres à la communauté mondiale globale des données sur le genre, en renforçant les capacités de ses membres, en visant tout particulièrement les lacunes communes en matière de données genrées et en accélérant l'adoption de nouvelles méthodes visant à combler ces lacunes. En partenariat avec Data2x et Open Data Watch, la CEA a organisé une réunion de présentation avec les partenaires en 2021. L'objectif principal de cette réunion était de clarifier les activités prévues dans la deuxième phase du Réseau mondial sur les données, de présenter les nouveaux partenaires et le personnel travaillant sur cette phase du projet et de définir les besoins en formation des membres du réseau.

23. En 2022, le Partenariat a travaillé en collaboration avec les partenaires du Réseau pour étendre ce dernier à de nouveaux pays, suscitant l'adhésion de sept nouveaux membres africains, principalement francophones. Les six membres francophones sont le Burkina Faso, le Cameroun, la Mauritanie, le Maroc, le Niger et la Tunisie ; l'autre nouveau membre est la Sierra Leone (anglophone). Depuis qu'il a pris ses fonctions de secrétariat du Réseau mondial sur les données, le Partenariat l'a appuyé via plusieurs manifestations et activités de grande portée, dont une réunion à huis clos avec des experts sur l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme, et la participation des membres au Forum mondial sur les données et au huitième Forum mondial sur les statistiques genrées.

B. Renforcement des capacités et recherche

1. Ateliers de formation et de renforcement des capacités

a) Formation et ateliers régionaux

24. Un atelier régional sur les impératifs des statistiques genrées en Afrique s'est tenu du 26 au 30 septembre 2022 à Nairobi, sous les auspices de la CEA en tant que dépositaire du Programme africain sur les statistiques genrées, et à

l'initiative d'une coalition de différentes institutions, dont le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Banque africaine de développement, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, la CEA et ONU-Femmes. L'objectif principal de cet atelier, qui était le premier rassemblement continental de ce type organisé en présentiel depuis 2019 et les perturbations causées par la pandémie de COVID-19, était de réunir les utilisateurs et les producteurs de statistiques genrées ainsi que les experts en analyse des politiques et en statistiques genrées de toute l'Afrique pour faire connaître les dernières innovations et les bonnes pratiques en matière de statistiques genrées et pour discuter des politiques.

25. Cet atelier avait en particulier pour objet de faire le point sur les questions suivantes : l'actualité continentale en la matière ; la troisième phase du Programme africain sur les statistiques genrées ; le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine ; les statistiques genrées provenant des communautés économiques régionales ; les dernières normes et définitions des ressources statistiques relatives à la violence sexiste ; l'évaluation des systèmes de statistiques genrées ; les statistiques du genre et de l'environnement et les nouvelles initiatives prises sur le continent en ce qui concerne les données générées par les citoyens. Le programme de l'atelier comportait également une formation technique sur le calcul des indicateurs pour la prochaine série de rapports sur l'Indice de l'égalité des genres en Afrique, ainsi que sur les métadonnées et le calcul de l'ensemble minimal d'indicateurs de genre pour l'Afrique. En outre, deux courtes sessions de formation ont été organisées dans le domaine des compétences non techniques, lesquelles comprenaient une formation interactive en gestion de projets et aux techniques d'utilisation d'éléments probants dans le cadre de campagnes de promotion et de réformes des politiques.

26. Un webinaire sur le thème : « Le pouvoir du partenariat : faire progresser les données genrées dans le contexte de la COVID-19 » a été organisé en octobre 2020. Cet atelier a rassemblé des partenaires de développement et des bailleurs dans le domaine des données genrées pour discuter des activités déjà en cours en la matière, du pouvoir des réseaux de relations, des partenariats et des activités de promotion, ainsi que pour discuter de l'amélioration du profil des données genrées pendant la pandémie de COVID-19.

27. Un webinaire sur le thème : « Enseignements tirés de la pandémie : établir de meilleures données genrées dans le monde du travail » a mis en exergue les récents efforts consentis par l'Organisation internationale du Travail pour pallier les insuffisances en matière de données genrées mises en évidence par la pandémie dans les statistiques du travail. On y a présenté quelques-unes des principales difficultés rencontrées par l'Organisation dans la mesure lors de récents tests pilotes, sensibilisant ainsi à la nécessité de bonnes pratiques en matière de mesure, parallèlement à l'application des dernières normes.

28. Une réunion annuelle en ligne du Réseau sur les données genrées s'est tenue en octobre 2020, au cours de laquelle la CEA a présenté les résultats de la courte enquête menée auprès de ses pays membres pour déterminer l'incidence de la pandémie sur leurs activités en lien avec les statistiques genrées. Open Data Watch a présenté ses dernières recherches menées avec Data2x sur l'état des données genrées concernant les cas de COVID-19 et les décès qui y sont associés.

29. La réunion du groupe d'experts sur l'évaluation de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les statistiques genrées avait pour but de donner suite à l'évaluation rapide menée par la CEA ; elle s'est tenue en janvier 2021 pour évaluer l'appui requis par les États membres pour assurer l'efficacité et

l'efficacité de leurs propres opérations statistiques. Cette réunion a rassemblé des statisticiens des organismes nationaux de statistique de plusieurs pays d'Afrique, y compris des membres du Groupe africain pour les statistiques genrées et du Réseau sur les données genrées, et a abouti à l'examen et à l'approbation de l'évaluation par la CEA et de ses directives en faveur d'une meilleure intégration de la problématique femmes-hommes dans les activités statistiques.

30. Dans le cadre de l'initiative pour un ensemble minimum de statistiques genrées en Afrique, la CEA, la Banque africaine de développement et ONU-Femmes ont fait parvenir aux États membres un questionnaire d'évaluation afin d'établir l'état de la mise en œuvre de cette initiative dans leurs pays respectifs. En novembre 2021, lors de l'atelier en ligne susmentionné sur l'initiative « Ensemble minimal d'indicateurs de genre en Afrique », les résultats préliminaires de l'évaluation ont été présentés pour trois des principaux indicateurs de genre de l'initiative, dans le cadre des objectifs de développement durable (indicateurs 5a.1, 5b.1 et 4.2.1).

31. Du 7 au 11 juin 2021, ONU-Femmes a organisé une session de formation régionale en ligne sur les budgets-temps pour les organismes nationaux de statistique africains. Cet atelier de formation était axé sur le renforcement des capacités techniques et l'application des bonnes pratiques internationales comme le cadre de l'organisation d'enquêtes sur les budgets-temps. Les cinq jours de formation ont été menés par des experts du programme « Les femmes comptent » ; toutes les étapes de l'enquête ont été abordées. Avec une moyenne de 75 participants et participantes par jour, cette manifestation a été bien suivie ; 82 certificats ont été remis à des bénéficiaires de 17 pays africains, dont 26 femmes.

32. La boîte à outils « Comptées et visibles » conçue par ONU-Femmes⁵ est une collection d'outils et de mécanismes employés par plusieurs pays pour produire des données probantes afin d'éclairer les politiques tenant compte de la problématique femmes-hommes et de stimuler les actions visant à ne laisser personne de côté. Quelque 77 participants et participantes d'Afrique ont bénéficié de la formation sur la boîte à outils « Comptées et visibles », dont 62 étaient des producteurs et 15 des utilisateurs de statistiques.

33. Lors de son atelier susmentionné sur l'initiative « Ensemble minimal d'indicateurs de genre pour l'Afrique » en novembre 2021, ONU-Femmes a formé les personnes participantes à l'indicateur 5.a.1 des objectifs de développement durable et à l'intersectionnalité mise en évidence par l'indicateur 4.5.1.

34. En 2022, 17 formateurs et formatrices du programme « Accelerating Women Owned Micro-Enterprises » originaires d'Afrique du Sud, du Botswana et de la Namibie ont bénéficié d'une formation en ligne sur l'aptitude à exploiter et traiter les données genrées et sur la communication des statistiques sur ces données.

35. En collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), le Partenariat et la CEA ont organisé une manifestation en ligne de deux jours sur le thème : « Mettre en place de meilleures données genrées en Afrique : difficultés et perspectives » dans le cadre d'une série d'activités en cours visant à encourager les échanges constructifs d'expériences sur des sujets communs entre les organismes nationaux de la statistique des pays francophones. Les sessions en ligne ont permis d'acquérir une vue d'ensemble des stratégies en matière de statistiques

⁵ ONU-Femmes : « Comptées et visibles : Boîte à outils pour une meilleure utilisation des données existantes d'enquêtes auprès des ménages afin de générer des statistiques genrées » (New York, 2021).

générées adoptées par les différentes organisations partenaires en Afrique (CEA, ONU-Femmes, Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, Organisation internationale du Travail, projet de renforcement des statistiques générées de la Banque mondiale) et du travail abattu par elles à cet égard.

36. Le Partenariat a organisé deux sessions de formation en ligne avec le Réseau sur les données générées et des journalistes à propos de la communication et de la visualisation des statistiques générées. La première était une session de formation des formateurs sur la communication des statistiques générées, qui s'est déroulée sur trois sessions de deux heures, du 7 au 9 septembre 2021, réunissant des professionnels des médias et de la statistique pour renforcer leurs compétences, favoriser la collaboration et apprendre des stratégies pour appuyer et encadrer leurs collègues afin de mieux communiquer les statistiques générées à un large public. La deuxième session de formation portait sur la présentation des données générées, et s'est tenue du 15 au 18 novembre 2021. Cette session a appelé les mêmes participantes et participants à encourager davantage la collaboration, à améliorer leurs capacités à transmettre des données visuellement et à renforcer leurs compétences dans le choix des meilleurs tableaux et graphiques pour présenter les données.

37. Le premier atelier de la réunion du groupe d'experts visant à examiner le cadre de statistiques commerciales générées de la CNUCED et à l'adapter au contexte africain s'est tenu en ligne le 27 octobre 2021. Le cadre a été examiné et validé au cours de cette réunion. Quelque 75 personnes y ont assisté (dont environ trois quarts de femmes), représentant plus de 10 pays et 17 organisations régionales et internationales, avec pour rôle de mener le dialogue entre statisticiens et experts du commerce.

b) Formation et ateliers organisés par ONU-Femmes dans différents pays

38. L'appui à la formation fourni par ONU-Femmes au niveau national a permis aux personnes participantes d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires concernant les concepts et définitions associés à la problématique femmes-hommes et aux statistiques générées, l'analyse des disparités entre les sexes et la présentation des statistiques générées. Les compétences en matière de traitement des données ainsi acquises ont été traduites en résultats : un document de synthèse a été élaboré ; l'Ouganda a procédé à une budgétisation tenant compte des questions de genre et d'équité ; des mécanismes de coordination institutionnelle ont été mis en place pour les statistiques générées. L'utilisation des données existantes a été optimisée, ce qui a permis d'accroître la disponibilité et l'accessibilité de données générées faciles d'emploi. Au cours de la période considérée, un grand nombre de participants et de participantes de divers pays ont bénéficié d'une formation sur les données et les statistiques générées, à savoir : Cameroun : 110 ; Kenya : 850 ; Mozambique : 33 ; Ouganda : 102 ; République-Unie de Tanzanie (Zanzibar) : 78 ; Sénégal : 179.

2. Supports de formation

a) Supports de formation virtuels régionaux sur la réalisation d'enquêtes sur les budgets-temps

39. Le matériel de formation régional en ligne sur la conduite des enquêtes sur les budgets-temps, élaboré par ONU-Femmes au cours de la période de référence, a permis de renforcer le niveau de compétence des producteurs de données, améliorant ainsi la qualité et l'harmonisation des données générées dans les enquêtes sur les budgets-temps. Ce matériel a servi de base à la formation régionale dispensée en 2021, à laquelle ont participé 82 personnes

venant de 17 pays. Il a depuis été utilisé dans des enquêtes sur les budgets-temps au Kenya et au Sénégal.

b) Programme de formation sur les statistiques générées

40. Le programme de formation d'ONU-Femmes, initialement conçu pour la région Asie-Pacifique, a été adapté pour l'Afrique en 2021. Il s'adresse principalement aux producteurs de statistiques et se compose de 12 modules, disponibles en français et en anglais. Cette nouvelle version adaptée du programme a déjà servi à donner des formations au Kenya et en Ouganda.

c) Formations en ligne sur la communication et la visualisation des statistiques générées

41. Entre 2020 et 2021, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle a lancé sur la plateforme d'apprentissage en ligne du Partenariat (« l'Académie »⁶) des formations en ligne sur la communication des statistiques générées et la communication des statistiques sur l'autonomisation économique des femmes⁷. Ces formations en ligne gratuites ont été conçues pour les journalistes (des blogueurs aux rédacteurs en chef) et pour les spécialistes de la statistique, combinant une étude conceptuelle à des exercices et conseils pratiques. L'objectif général de ces formations est d'encourager l'apprentissage par les pairs et la collaboration entre professionnels du journalisme et de la statistique. Elles fournissent des connaissances essentielles sur l'utilisation des statistiques générées pour comprendre les inégalités entre les sexes dans la société et communiquer sur ce problème.

42. Outre les formations en ligne, l'Académie donne également accès à une boîte à outils pour la présentation des données, qui comprend un nouveau module traitant spécifiquement de la présentation des données et des statistiques générées. Dans le cadre de la première phase du programme « Les femmes comptent », le Partenariat a exploité ces supports de formation en ligne et cette boîte à outils pour proposer des cours en ligne, en présentiel et hybrides aux niveaux national et régional sur la communication et la présentation efficaces des statistiques générées pour les statisticiens et les journalistes. En 2021, le Partenariat, la CEA et Data2X ont travaillé en collaboration avec l'Agence statistique de Namibie pour dispenser la nouvelle formation à la visualisation des données au personnel statisticien, aux journalistes et aux partenaires du développement afin d'expérimenter un nouveau programme de formation des formateurs sur la communication des statistiques du genre.

3. Aide technique, consultative et financière

43. Au cours de la période considérée, le programme « Les femmes comptent » a apporté une aide technique et financière aux pays de la région concernant divers sujets, dont certains ont déjà été mentionnés dans les paragraphes ci-dessus portant sur les activités de coordination, et a également assuré le suivi de la formation au niveau des pays (comme indiqué dans la section 2 ci-dessus). D'autres domaines d'aide technique comprenaient des conseils sur les budgets-temps (Afrique du Sud, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Sénégal) ; des enquêtes sur la violence sexiste (Afrique du Sud, Ouganda et Rwanda) ; la production de statistiques du genre et la rédaction de notes d'orientation grâce à l'analyse des données existantes (Cameroun, Éthiopie, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Sénégal).

⁶ Académie du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle. Disponible à l'adresse : <https://academy.paris21.org/>.

⁷ Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, « Communiquer des statistiques sur l'autonomisation économique des femmes ». Disponible à l'adresse : <https://academy.paris21.org/en/course/communicating-statistics-on-womens-economic-empowerment>.

44. Le Partenariat surveille l'aide financière apportée à la statistique et en rend compte chaque année dans son *Rapport sur le soutien des partenaires à la statistique*. L'édition 2021 comprenait un aperçu des tendances concernant l'aide bilatérale et multilatérale à la statistique à la suite de la pandémie de COVID-19. Elle indique en outre que l'aide à la statistique genrée a stagné ces dernières années. Les résultats de la prochaine enquête relative à ce rapport seront publiés à la fin de 2022.

45. En tant que secrétariat du Réseau de Berne pour le financement des données au service du développement, le Partenariat a lancé un prototype de nouveau centre d'échanges de données sur le financement du développement en 2021, lors d'une session spéciale du Forum mondial des Nations Unies sur les données. Ce centre d'échanges est une plateforme qui aide les pays, les bailleurs et les organismes de développement à cerner les possibilités de financement, à mettre en œuvre des projets à grande échelle, à plaider en faveur d'une aide aux travaux liés aux données et à la statistique et à établir des liens avec de nouveaux partenaires. Il dispose également d'un canal consacré à la problématique femmes-hommes, qui donne un aperçu global des tendances du financement des données et des statistiques genrées dans les pays membres de l'Association internationale de développement. Une nouvelle version de ce centre d'échanges, comprenant un canal actualisé sur la problématique femmes-hommes, est prévue pour la fin de l'année 2022.

4. Recherche méthodologique

46. La CEA a élaboré des directives visant à lever les obstacles auxquels sont confrontés les organismes nationaux de statistique lorsqu'ils doivent faire face à l'augmentation de la demande de données et gérer des stratégies pour répondre aux besoins des différentes parties prenantes pendant la pandémie de COVID-19. Il s'agissait d'une réponse aux questions soulevées par les organismes nationaux de statistique dans le cadre de l'enquête menée par la CEA.

5. Recherche thématique

47. Les bureaux régionaux d'ONU-Femmes pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont contribué directement à l'augmentation de la disponibilité et de l'utilisation des données genrées et des statistiques sur le genre pendant la pandémie de COVID-19 en fournissant une aide financière et technique pour la collecte et l'analyse des données d'enquête à partir d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur. Ils ont produit deux rapports sous-régionaux sur l'incidence de la COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces deux rapports se fondent sur des données secondaires et sur les conclusions des évaluations rapides de la situation des femmes via la plateforme d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur qui ont été menées avec le Fonds des Nations Unies pour la population et divers autres partenaires en Afrique du Sud, en Eswatini, en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique et en Ouganda. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, des évaluations similaires ont été menées en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Niger, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Sénégal et en Sierra Leone.

48. Au cours de la période considérée, des profils d'égalité des sexes ont été réalisés pour 19 pays d'Afrique. La plupart de ces études ont été réalisées dans le cadre d'un partenariat entre ONU-Femmes et la Banque africaine de développement; l'étude pour la République démocratique du Congo a également fait intervenir l'Union européenne. Ces études serviront à éclairer la planification et la programmation axées sur la spécificité des sexes. Les pays couverts sont l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, l'Eswatini, l'Éthiopie,

le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Somalie, le Soudan du Sud et le Zimbabwe. Des études similaires sont actuellement en cours au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Mozambique, au Sénégal, en Sierra Leone et au Soudan.

49. Une boîte à outils et des notes d'orientation pour les objectifs de développement durable élaborées par ONU-Femmes fournissent des conseils sur l'intégration de la problématique femmes-hommes dans tous les objectifs et sur la mise en exergue et l'exploitation des interconnexions et des interdépendances entre les différents objectifs.

50. Les directives régionales d'ONU-Femmes relatives à l'utilisation des données générées par les citoyens aux fins d'établissement de rapports ont servi de source d'inspiration pour la mise au point d'une boîte à outils publiée conjointement par le Bureau ougandais de statistique et ONU-Femmes en 2022.

51. Avec l'appui du programme « Partners for Review » de l'Agence allemande de coopération internationale et de l'Autorité flamande (Belgique), le Partenariat travaille avec le Bureau national de statistique du Kenya pour concevoir et expérimenter des critères de qualité afin de tirer parti des données générées par les citoyens pour rendre compte des objectifs de développement durable. Ce projet pluriannuel fait fond sur les orientations du Partenariat relatives aux données générées par les citoyens, en offrant une plateforme pour le dialogue et l'apprentissage par les pairs entre le Bureau national de statistique du Kenya, les organisations de la société civile et d'autres ministères, départements et entités de l'administration kényane. En 2022, le Partenariat a publié une étude de cas mettant en évidence les principaux enseignements du projet avec le programme « Partners for Review », préparant ainsi le terrain pour la prochaine phase de la collaboration, qui portera essentiellement sur l'exploitation des normes de qualité nouvellement introduites pour combler les lacunes en matière de données générées.

52. À l'appui des initiatives d'ONU-Femmes relatives à l'égalité des générations et à la promotion de l'autonomisation économique des femmes et du secteur des services à la personne, le bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a produit un rapport sous-régional sur les jeunes déscolarisés, sans emploi ni formation. Les conclusions de ce rapport sont étayées par des rapports nationaux distincts sur la situation en Afrique du Sud, au Botswana, en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda et au Rwanda. Ces rapports nationaux fournissent des statistiques de grand intérêt, pouvant être utilisées pour les campagnes en faveur de l'égalité des générations et pour la promotion du rôle des femmes dans le secteur des services à la personne.

53. En 2021, le bureau régional d'ONU-Femmes pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a également rendu les données et les statistiques générées plus accessibles en concevant et en mettant en œuvre deux études multinationales sur la problématique femmes-hommes appliquée au secteur des transports publics : une à Kampala et une à Nairobi. Ces deux études ont été menées en partenariat avec l'Institut de Stockholm pour l'environnement ; l'étude à Nairobi a également fait appel à un partenariat avec le *Women's Economic Empowerment Hub* de l'Université Kenyatta.

54. En mai 2022, la CEA a publié un rapport sur les activités menées par le Réseau sur les données générées et les résultats qu'il a obtenus depuis sa création en 2019. Pour rédiger ce rapport, la CEA s'est appuyée sur un large éventail de sources d'informations : documents de projet, publications du réseau et des partenaires, entretiens avec des informateurs clés, des membres du réseau et des partenaires opérationnels, transcriptions de discussions.

55. En mai 2021, le Partenariat a publié un nouveau document de travail sur la mesure des références aux statistiques dans les principes directeurs à l'échelle nationale⁸. Ce document de travail présente les résultats d'une nouvelle méthode élaborée dans le cadre de la phase I du programme « Les femmes comptent » pour mesurer les références aux concepts statistiques dans les principes directeurs et les stratégies de réduction de la pauvreté au niveau national, ainsi que l'approche critique envers ces concepts.

C. Établissement de rapports, archivage et diffusion

56. Le Partenariat a travaillé en concertation avec les partenaires du Réseau sur les données genrées pour mettre en place une nouvelle plateforme de ce réseau afin de mieux répondre aux besoins des membres, de regrouper toutes les informations utiles en un même endroit, et d'encourager et améliorer l'échange et le partage des connaissances sur les questions relatives aux statistiques genrées. Cette plateforme dispose d'une interface conviviale et comprend des sections dédiées à l'actualité du Réseau et aux manifestations organisées par lui, des ressources (cours en ligne, webinaires, boîtes à outils et autres), une bibliothèque électronique qui renvoie à des publications sur les statistiques genrées, ainsi que des documents sur l'expansion et la modernisation des données statistiques produites par les partenaires du développement et d'autres acteurs. Elle comprend également un forum de discussion⁹, modéré par le Partenariat, permettant aux membres de communiquer des nouvelles et de partager des ressources, discuter de divers sujets et échanger des idées. Cette plateforme a été lancée le 12 mai 2022 lors d'une réunion en ligne à huis clos réservée aux membres. Les membres ont réagi de façon très positive à son lancement, et ont déjà commencé à s'investir de façon dynamique dans le forum de discussion, tout en faisant part de leurs impressions à ce sujet au secrétariat du Réseau. Afin d'encourager davantage la participation active des membres et de créer un fort sentiment de communauté, il est prévu d'organiser des discussions trimestrielles bénéficiant de la présence d'un modérateur.

57. En plus de la Base de données de référence mondiale, qui contient des données à la portée mondiale, mais aussi régionale, ONU-Femmes a également mis sur pied un portail pour les ressources statistiques genrées afin d'améliorer la visibilité et l'accès aux ressources de base en matière de données et de statistiques genrées, ainsi qu'aux cadres normatifs dans la sous-région. Ce portail propose des liens vers des données, des publications, des directives et d'autres ressources contenant des données et des statistiques genrées et qui amélioreront l'adoption et l'utilisation de ces données et statistiques. Un certain nombre de courtes vidéos ont été produites pour présenter le travail entrepris par le programme « Les femmes comptent » à l'échelle régionale ; des volets nationaux ont aussi été conçus pour l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. ONU-Femmes a appuyé la mise en place de plateformes en ligne en Ouganda afin d'accroître l'accès aux données en général et aux statistiques genrées en particulier.

58. Le tableau ci-dessous synthétise le type de rapports et de publications statistiques qui ont bénéficié de l'appui d'ONU-Femmes pendant la période considérée.

⁸ Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle, « Mesurer les références aux statistiques dans les principes directeurs à l'échelle nationale », Paris, 2021.

⁹ <http://forum.gdn.paris21.org/>.

Rapports et publications statistiques ayant bénéficié de l'appui d'ONU-Femmes, 2020-2022

Type de publication	Année	Pays (une publication par pays, sauf indication contraire)	Nombres de publications
Système national ou système de statistiques générées (dont les évaluations)	Quatrième trimestre 2020	Kenya, Zimbabwe	2
	2021	Afrique du Sud, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Soudan, Soudan du Sud, République-Unie de Tanzanie	9
Plans de développement nationaux, suivi et évaluation ; ministères, départements et entités publics	2021	Kenya, Ouganda (44), République-Unie de Tanzanie (1), Zimbabwe (2)	48
Publications relatives aux objectifs de développement durable	2021	Kenya (7)	7
	2022	Rapport régional du bureau pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est	1
Directives techniques	2022	Ouganda, plus deux rapports régionaux du bureau pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	3
Appui à la collecte de données et à la publication de statistiques provenant d'enquêtes sur les budgets-temps, la violence sexiste et l'indice « Institutions sociales et égalité hommes-femmes ».	Quatrième trimestre 2020	République-Unie de Tanzanie	2
	2021	Kenya, Ouganda, Rwanda, Sénégal et République-Unie de Tanzanie (1 pour le continent, 1 pour Zanzibar)	7
Evaluation rapide de l'incidence de la COVID-19 sur les femmes et les hommes	Quatrième trimestre 2020 et 2021	Afrique du Sud, Bénin, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, ainsi qu'un rapport régional du bureau pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.	19
Autres publications sur les femmes et les hommes	2021	Kenya (2), plus un rapport régional du bureau pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	3
	2022	Afrique du Sud, Botswana, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda et Rwanda.	9
Total exécuté ou bénéficiant d'un appui pendant la période de référence		Région Afrique	282

III. Conclusion

59. Le Programme africain sur les statistiques générées est le principal cadre de concertation régional, qui renforce les partenariats et crée des synergies entre les principaux acteurs du secteur des statistiques générées en Afrique. Ce programme a été particulièrement important pendant la pandémie de COVID-19, puisque les États membres n'ont pas pu mener leurs activités portant sur les statistiques générées en temps voulu et de manière efficace. Grâce à leurs efforts coordonnés, les différents acteurs s'occupant des statistiques générées sur le continent ont mis sur pied l'aide technique et financière nécessaire pour que

les États membres puissent mieux affronter les difficultés associées à la COVID-19 et adapter leurs activités en faveur de l'égalité hommes-femmes à la situation engendrée par la pandémie.

IV. Points à soumettre à l'examen de la Commission africaine de statistique

60. La Commission est invitée à prendre les mesures suivantes :

- a) prendre acte des efforts en cours pour le développement des statistiques genrées en Afrique et apporter son concours aux autres axes de travail prioritaires du Programme africain sur les statistiques genrées ;
 - b) approuver la troisième phase du Programme africain sur les statistiques genrées ;
 - c) approuver les métadonnées de l'ensemble minimum d'indicateurs de genre pour l'Afrique ;
 - d) appeler les États membres à encourager l'amélioration de la production et de l'utilisation des données administratives genrées ;
 - e) inviter le groupe africain sur les statistiques genrées à renouveler sa composition (les membres actuels ayant été élus en septembre 2018).
-